La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

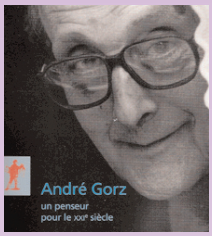
FONDÉ EN 1935

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1130 - avril 2012

SPÉCIAL

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES



page 3 Dernière chance avant insurrection

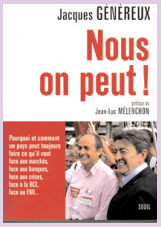
MARIE-LOUISE DUBOIN, *montre que, comme l'avait si bien prévu André Gorz, le choix que nous avons n'est qu'entre la sortie "barbare" ou la sortie "civilisée" du capitalisme. La seconde ne lui paraît possible qu'avec le Front de Gauche.*

page 2 Actualité de la Commune

JEAN-PIERRE MON *évoque l'atmosphère chaleureuse, joyeuse, réconfortante, du café-Repaire de Marly-le-Roi, le 24 mars dernier.*

page 5 Les enjeux de l'abstention

BENJAMIN *démonte la diabolisation de l'abstension. Pour lui, une seule personne ne peut pas prétendre en représenter 65 millions. La réalité appelle une révolution politique.*



page 9 Le Front de Gauche, quelles perspectives ?

Pour GUY EVRARD, *le projet du Front de Gauche ouvre enfin des perspectives aux changements de société auxquels aspirent la GR et ses lecteurs.*

page 11 Sans vergogne

BERNARD BLAVETTE *s'indigne, mais avec humour, de la platitude dont font preuve certains journalistes face à une "autorité"… qui professe une ânerie!.*

page 14 Courrier des lecteurs

PRIX en FRANCE 2,20 € ISSN : 2117-5047 *commission paritaire* N°0413 I 83051

actualité de la Commune

Samedi 24 mars. Nous étions nombreux au Café-Repaire tenu au bar-restaurant *Le Fontenelle* de Marly le Roi, pour assister à la conférence sur «*L'autre visage de la Commune de 1871*», donnée par Georges Beisson et agrémentée par la chorale *Les Rouges Gorges*.

La séance est une fois encore animée par l'infatigable Martine, créatrice, il y a déjà trois ans, de ce Café-Repaire.

C'est le printemps. *Les Rouges Gorges* sortent de leur nid et "chauffent la salle" en attaquant le très célèbre *Temps des cerises* que Jean-Baptiste Clément avait écrit en 1866 et dédié, longtemps après sa rédaction, à une infirmière morte sur les barricades lors de la Semaine sanglante. La salle reprend en chœur. Suit une autre une chanson de J-B Clément, moins connue, mais toujours associée à la Commune, *Tous au mur, disait le capitaine*, qui relate la façon expéditive dont fut rendue la justice par les hommes de Thiers. Et voici enfin, pour remettre un peu de tendresse dans la salle, *La Commune* de Georges Coulonge et Jean Ferrat.

Puis, nombreuses photos d'époque à l'appui, le conférencier nous décrit ce que furent ces quelques jours où la Commune travailla à ériger les propositions révolutionnaires en en dégageant les valeurs universelles qui devraient encore être les nôtres.

Parmi celles-ci, en ce printemps électoral qui devrait voir la fin d'un quinquennat qui a mis à mal les acquis sociaux durement arrachés depuis la Commune, il nous a paru important de rappeler le texte publié par le Comité central de la Commune, le 25 mars 1871, qui appelait les citoyens aux urnes et expliquait ce qu'on attend des élus. Nous l'avons publié en juin dernier, dans la *GR* 1123, page 13.

Après l'exposé et les questions posées au conférencier, *Les Rouges Gorges* entonnent *le Chant des captifs*, écrit par Louise Michel durant sa déportation en Nouvelle Calédonie et mis en musique par Serge Utgé-Royo. Puis *La Commune en lutte* de Roger Caussimon et Philippe Sarde. Et pour terminer sur une note optimiste *La Commune n'est pas morte* d'Eugène Pottier.

Mais *Les Rouges Gorges* ne peuvent s'en tirer comme ça : la salle unanime réclame à grands cris *Le temps des Cerises* qu'elle reprend au refrain. Du coup, *Les Rouges Gorges*, renforcés par Martine, attaquent le chant des révolutionnaires chiliens *El pueblo unido jamaï sera vincido* qui déchaîne l'enthousiasme de l'assistance, avant de devoir quitter la salle.

Nombre d'entre nous se retrouvèrent alors chez Martine pour un pôt, non pas d'adieu mais d'au revoir, pour la remercier de son énergie, de sa gentillesse, de sa passion et pour tout le travail qu'elle a fait pour éclairer ses concitoyens de Marly le Roi et d'ailleurs.

Nous sommes sûrs que nous la retrouverons, tout aussi dynamique et avide de "décrasser" les esprits, lors du prochain Café-Repaire qui aura lieu le 14 avril avec pour thème *la dette publique*.

Jean-Pierre MON

Dernière chance … avant insurrection

Déjà plus de ONZE MILLIONS de pauvres, ici, en France. Tous les jours, l'annonce de nouvelles suppressions d'emplois, de suicides au travail, de manifestations de protestation contre de nouvelles décisions arbitraires.

Et pourtant, à l'approche des présidentielles, les candidats qualifiés de "grands" par les médias continuent à s'invectiver en parlant d'autre chose. Par exemple de la sécurité, parce que l'expérience leur a montré qu'en faisant peur, ils attirent des votes !…

Pas question d'un débat public sur le bilan du candidat sortant. Bilan catastrophique à tout point de vue, et d'abord au plan humain.

Mais surtout, silence total sur les deux traités entre gouvernements européens, dont l'un est déjà signé et l'autre doit l'être dans quelques mois. Pourquoi cet accord tacite pour cacher que l'objectif de ces deux traités est de figer dans le marbre la toute-puissance de la "troïka"[1] ? S'impose ainsi, en silence, en l'absence de tout débat public, et grâce au gonflement organisé des dettes souveraines, la "règle d'or" qui institue la suppression définitive de la souveraineté des peuples, l'enterrement de toute démocratie dans l'UE. Or, de nos deux vedettes, le candidat sortant est à l'origine des deux traités, et son challenger a choisi l'abstention sur le premier et ne s'engage pas à s'opposer au second après les élections…

Si le prochain président est un de ces deux-là, la France est donc condamnée, sans jugement, sans débat, après la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, à une misère noire et que rien ne justifie, sous prétexte que c'est pour rembourser une dette…dont on ne discute pas.

Le parti politique majoritaire semble celui des abstentions, estimé, début avril, à un nombre record de 32 %. Notre ami Benjamin montre clairement plus loin que cette attitude peut avoir un sens politique très profond et fort défendable. Il est donc vraisemblable que le parti des abstentionnistes recrute surtout parmi ceux qui rejettent totalement le simulacre de démocratie qui consiste à n'avoir à choisir qu'une *alternance* apparente, cachant une même vision désastreuse de l'Europe imposée par la finance, alors qu'ils veulent une véritable *alternative*, pour pouvoir créer une autre Europe, définie cette fois par les peuples qui la composent, retrouvant ainsi leur souveraineté.

Cette majorité n'est pas silencieuse, même si les grands médias n'évoquent que quelques manifestations, quand elles se produisent sur des lieux publics, et semblent ignorer l'immense mouvement de protestation qui, pourtant, ne cesse de s'amplifier. Il faut donc ouvrir internet pour s'apercevoir qu'une multitude d'associations se créent, se développent, organisent des réunions de réflexion et des débats publics. Ces "collectifs" dénoncent l'absurde obligation de croissance et de rentabilité, les rôles néfastes de la finance sur l'économie, l'appropriation des biens communs, le gaspillage des ressources humaines et des réserves naturelles qu'engendre la quête de profit, etc, bref sur tout ce que nous dénonçons depuis plusieurs dizaines d'années. Sous une forme ou sous une autre, les propositions que nous faisions y sont reprises, par exemple celle d'un revenu garanti suffisant indépendant de l'emploi exercé, celle d'une monnaie non capitaliste, l'idée que la coopération est préférable à la compétition, etc… Dans de nombreuses villes de France, et dans la banlieue parisienne, à Antony par exemple, des citoyens ont organisé, parce que les responsables politiques ne le font pas, un "audit" de la dette, pour débattre quelle part de la dette est légitime (pour investir, préparer un avenir meilleur), et quelle autre est "odieuse" et n'a donc pas à être remboursée par les populations.

Parallèlement à ces réflexions se développe une économie sociale et solidaire, bien plus proche de l'économie distributive que du capitalisme. Je sens personnellement qu'une page se tourne en constatant que des associations qui m'avaient autrefois écoutée en souriant quand je leur parlais de ce qui leur semblait une utopie irréalisable, me demandent de revenir, et non pas pour seulement évoquer vaguement une économie distributive, mais pour en discuter sérieusement.

Et ce n'est pas qu'en France que ce mouvement de masse se développe, c'est partout, même en Allemagne. Ainsi par exemple, le 31 mars dernier était organisée *«la journée européenne d'action contre le capitalisme»* : 10.000 personnes se sont rassemblées à Milan, 6.000 à Francfort, où les manifestants ont tenté de bloquer l'entrée de l'édifice de la Banque Centrale Européenne (la BCE), ce qui a déclenché une forte répression policière : plus • • •

de 450 personnes ont été arrêtées, et 130 blessées.
Il a fallu du temps aux populations d'Europe pour découvrir quelles conséquences préparaient pour elles les traités signés sans elles. Certains ont peut-être attendu d'apprendre que des Grecs n'ont d'autre ressource pour survivre que se faire infecter par le sida pour toucher une indemnité…
Mais maintenant, c'est un énorme mouvement de révolte qui se lève contre cette politique d'asservissement des peuples à la finance. Cette révolte peut conduire soit à une révolution sanglante, sans précédent à cette échelle, soit à une insurrection civique, si l'alternative est encore possible. Le choix est donc bien, comme l'avait prévu André Gorz (voir l'encadré ci-dessous) *«entre une sortie barbare ou une sortie civilisée du capitalisme»*…

La "sortie barbare", par la violence, personne ne peut dire à quoi elle peut conduire, mais elle semble inévitable si la "sortie civilisée" n'a pas lieu. Les "non violents" que nous sommes sont donc enclins à essayer la sortie par les urnes, en faisant confiance au seul parti de gauche qui semble crédible parce que, précisément, il se propose d'agir pour que s'arrête l'escalade de ces traités scélérats au niveau européen. Dans *Nous on peut* ! le livre de Jacques Généreux, que nous avons déjà signalé, l'économiste du parti de gauche, après avoir expliqué que ce n'est pas l'euro qui engendre la crise, mais bien le capitalisme et les politiques qui l'ont institué, montre qu'il ne faut pas compter sur une renégociation des traités, mais que, si on en a la volonté, il est possible d'agir dans le cadre légal, en invoquer le Compromis de Luxembourg pour exiger une clause d'exception et s'affranchir du traité de Lisbonne. Il s'agit donc de rétablir légalement la souveraineté nationale sans se replier dans le nationalisme et le protectionnisme, c'est-à-dire sans mettre fin à l'Union Européenne, mais au contraire pour travailler à sa refondation, sociale et démocratique, avec les autres peuples.

éd. Seuil

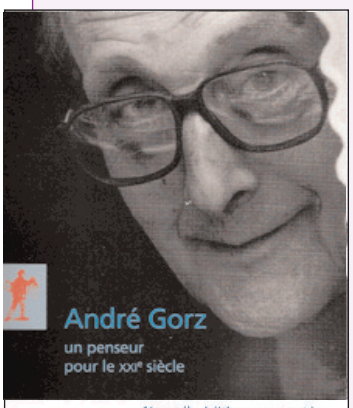
Alors il devient possible d'imaginer autre chose que l'austérité. On peut espérer que la politique française soit au service de la population, avec un programme qui s'exprime en deux mots éloquents : *l'humain d'abord!* Et c'est celui du Front de Gauche, analysé plus loin par Guy Evrard.

La question qui reste est évidemment de savoir si Jean-Luc Mélenchon tiendra ses promesses, sachant qu'il aura à s'affronter avec le probable nouvel élu, le social-démocrate qui a affirmé que si les électeurs avaient voté non au référendum de 2005 c'est parce qu'ils n'étaient pas capables de comprendre. Outre le caractère volontaire de Mélenchon, qu'il a manifesté en s'opposant déjà, de l'intérieur, à la politique flexible du PS, outre la clarté de ses convictions, les optimistes ont une autre raison de lui faire confiance : c'est le fait que l'un des objectifs qu'il met fermement en avant est sa volonté de mettre fin au pouvoir monarchique du président, sous la Ve République. Le seul fait de son engagement à convoquer une Assemblée constituante pour établir une VIe République et rendre le pouvoir au peuple, vaut de prendre le risque de le soutenir.
Je vois ce vote pour lui comme une dernière chance : celle d'éviter une révolution sanglante en soutenant une insurrection citoyenne.

Marie-Louise DUBOIN

Actualité d'André Gorz

André Gorz avait si bien vu venir cet échec du capitalisme que nous sommes en train de vivre que CHRISTOPHE FOUREL a décidé de rééditer, complétée par quelques documents inédits, l'ouvrage collectif publié sous sa direction et intitulé *André Gorz, un penseur pour le XXe siècle*. La sortie de cette réédition aux éditions *La Découverte* (280 pages, 11,5 euros) aura lieu le 12 avril.
Voici, en avant-première, quelques extraits de sa présentation :
«La question de la sortie du capitalisme n'a jamais été plus actuelle. Elle se pose en des termes et avec une urgence d'une radicale nouveauté». Ces mots sont parmi les derniers qu'André Gorz aura couchés sur le papier. Ils ont été écrits au début de l'été 2007 et publiés quelques semaines après son "départ".



Nouvelle édition augmentée
Sous la direction de *Christophe Fourel*
Denis Clerc . Marie-Louise Duboin . Jean-Baptiste de Foucauld . Dominique Méda . Antonio Negri
Rossana Rossanda . Philippe Van Parijs
Carlo Vercellone . Patrick Viveret . Jean Zin

… Aujourd'hui, André Gorz nous manque plus que jamais. L'acuité de sa pensée, la perspicacité de ses analyses nous seraient bien utiles alors que le capitalisme est confronté à la crise la plus importante de son histoire.
Pour lui, l'enjeu n'est pas la sortie de la crise, mais bien la sortie du capitalisme lui-même. La crise financière actuelle, la crise du travail et la crise écologique forment un tout : elles traduisent l'épuisement du système capitaliste. Il n'est pas possible de les séparer ou de les hiérarchiser.
Le capital semble avoir approché au plus près son rêve : celui de faire de l'argent avec de l'argent, sans passer par le travail. Mais la menace d'effondrement du système est telle désormais que tout semble possible, le pire comme le meilleur. Il y a potentiellement, pour André Gorz, une «sortie barbare» ou une «sortie civilisée» du capitalisme. Seuls nos choix collectifs décideront de la forme qu'elle prendra et du rythme auquel elle s'opérera.

Christophe FOUREL

Pour BENJAMIN, nous sommes dans une impasse électorale, et pour en sortir démocratiquement, il entend réhabiliter l'abstention :

Les enjeux de l'abstention

L'oligarchie en campagne a horreur du vide.
Dans son discours de Marseille le 14 mars, François Hollande a dressé un portrait psychologique de l'abstentionniste. Il a parlé de «*ceux qui n'y croient plus, qui pensent que la République est devenue impuissante*» ; «*qui doutent, qui sont fatalistes, résignés, désespérés*». Comme beaucoup avant lui, M. Hollande parle à la place de ceux qui ont décidé de suspendre leur expression (électorale). C'est paradoxal, certes, mais tellement pratique : l'abstention fait systématiquement l'objet des récupérations politiques les plus indécentes. Et c'est probablement pour n'être pas totalement étranger à ce sentiment persistant d'écœurement général qu'il s'autorise ces facilités d'interprétation à l'endroit des abstentionnistes. La résignation ? Au PS, on sait ce que c'est depuis maintenant près de trente ans. Hollande n'est certes pas le premier, ni le dernier, à tenter l'audacieuse opération qui consiste à récupérer pour son propre compte les suffrages de ceux qu'il a lui-même contribué à éloigner du champ électoral. L'UMP en est réduit aux mêmes simagrées.
A l'évidence, ces rappels à l'ordre («*il faut aller voter*») vont être de plus en plus nombreux et insistants au fur et à mesure que l'on s'approchera du premier tour, d'autant plus que les premières évaluations situent le niveau d'abstention plus haut que celui du 21 avril 2002. Au-delà du risque de rater le second tour, c'est une nécessité pour le système que de maintenir, à l'occasion des grandes échéances électorales, un semblant d'adhésion de la population. Lors des scrutins secondaires, l'abstention peut bien atteindre les 70%, elle n'inquiète personne[1]. Mais pour l'élection présidentielle qui préoccupe M. Hollande, un tel scénario est inenvisageable. Cela obligerait les professionnels de la politique à s'interroger publiquement sur la vitalité d'un régime qui aujourd'hui ne sert plus qu'une minorité.
Le grand problème de l'oligarchie est que le potentiel abstentionniste est bien supérieur à 30%. Cela fait longtemps que la majorité ne vote pas <u>pour</u> des idées et un programme, mais <u>contre</u> tel ou tel candidat. Les électeurs n'en finissent pas de voter *par défaut*. Rares sont ceux qui estiment les propositions des uns ou des autres. Deux mois avant le second tour, alors même qu'il conserve une large avance dans les sondages, M. Hollande peine à convaincre sur le fond : une étude révèle que 53% des Français ne jugent «*pas crédible*» son programme économique. Tous les observateurs s'accordent à reconnaître que les promesses, d'où qu'elles viennent, ne seront pas tenues. Chacun s'est habitué aux campagnes-spectacles ou chacun «*communique*» en provoquant des «*buzz*» médiatiques. Seulement, dans la fausse concurrence qu'ils se livrent, les deux principaux candidats en campagne sont confrontés à une incrédulité proportionnelle aux déconvenues successives infligées par leurs partis respectifs : la population les prend véritablement pour des clowns qui se partagent une scène en répétant les mêmes mauvais numéros, censés leur attirer l'attention : absence de scrupules et d'amour-propre, mensonge, mépris, lâcheté, ridicule... Immanquablement, le public se lasse. L'envie de quitter les gradins sans attendre la fin de la représentation devient pressante. Comment retenir cette foule, comment l'obliger à choisir, malgré sa conviction qu'on se moque d'elle ?

Le vote sacralisé

Le système d'argumentation des anti-abstention est bien rôdé. Il a été tellement répété qu'il est récité par cœur par une bonne part de l'électorat, qui se fait ainsi le relais zélé des partis politiques dominants.
Dans un premier temps, l'abstention est marginalisée en la présentant comme un manquement moral : «*ne pas aller voter est irresponsable*» dit-on partout. L'abstentionniste tient une position indéfendable à l'heure où des peuples tentent de conquérir le droit de vote au prix de terribles sacrifices. Il est un citoyen inaccompli et même un citoyen qui se nie. Le vote n'est-il pas à la fois un droit et un devoir? Ou encore le devoir d'exercer ses droits ? Y renoncer, c'est renoncer à sa majorité politique. L'abstentionniste n'assume pas sa responsabilité civique. Il se dérobe devant sa liberté et donc sa condition d'homme.
Ce faisant, il expose la démocratie aux pires dangers et c'est le deuxième volet de l'immoralité de l'abstention. Ne pas prendre part aux élections revient à laisser la voie libre aux extrêmes anti-démocratiques : «*S'abstenir, c'est faire le jeu du FN*». L'injonction d'aller voter articule ainsi une pression morale à la possibilité de faire un choix libre.
Voilà, en substance, le message adressé aux abstentionnistes. Message de triple culpabilisation : l'abstention est un déni de liberté ; • • •

1. Ce fut le cas lors du premier tour des législatives partielles à Poissy, quand M. D. Douillet fut "contraint" à un second tour.
Au risque de paraître puriste, on serait tenté de "contraindre" à recommencer un nouveau scrutin quiconque prétendant représenter la nation avec une participation aussi faible !

une ingratitude foncière vis-à-vis de ceux qui ont lutté et dont les sacrifices ne doivent pas être vains ; un soutien indirect au fascisme.

Cette thématique du manque («*manque de civisme*») est reprise par M. Hollande sous une forme modifiée : il s'agit cette fois d'un manque d'espoir, de foi, de confiance… S'abstenir traduirait une carence, une imperfection, une incapacité qui se manifesterait moins sur le terrain moral que sur celui de la mystique républicaine de l'élection (croire en l'élu), peu importent les variations autour du thème. L'important est de réitérer l'idée que l'abstention est toujours le résultat d'une erreur (erreur morale dans un cas, d'appréciation dans l'autre).

Mais cette condamnation de l'abstention ne pourrait persuader une majorité de citoyens d'aller aux urnes que si deux constats ne venaient pas la contredire : d'une part, il y a une réelle diversité de programmes politiques : impossible de confondre le FN avec EELV, ou l'UMP avec le NPA ; d'autre part, le scrutin est régulier : *a priori*, pas de menaces sur l'intégrité des personnes avant le vote, pas de bourrage d'urnes massif…

Effets directs et antidotes à la fétichisation du vote

Cette argumentation est réfutable à plus d'un titre. Par exemple, l'idée selon laquelle ne pas aller voter renforce le Front National est pernicieuse parce qu'en réalité le FN doit sa force à ceux qui le soutiennent, pas à ceux qui s'abstiennent (et que rien n'empêcherait de voter pour lui). De même, s'abstenir ne signifie pas «*affaiblir les partis de gouvernement*», cela signifie «*ne pas aller voter*». Si le PS n'est pas passé au second tour en 2002, ce n'est pas parce que le taux d'abstention était élevé, ce n'est pas parce que les autres candidats à gauche étaient nombreux. C'est parce qu'il n'avait pas réussi à convaincre. Tout simplement. D'ailleurs, sur ce point précis, nous retrouvons la question du vote utile. Le vote utile serait un moyen de contrer l'extrême droite. Dans son principe, il illustre bien l'équation dans laquelle sont placés les électeurs : l'important est de voter contre le pire. C'est dire que les partis traditionnellement vainqueurs de l'élection doivent le rester au nom de la lutte contre le fascisme, il s'agit donc là d'une prise d'otage conservatrice. Abstention, votes blancs et nuls, vote pour les partis minoritaires : tout devrait être sacrifié sur l'autel du réalisme électoral. En fait, on peut se demander dans quelle mesure le FN n'est pas consubstantiel au jeu bien réglé du PS et de l'UMP : ils ne se porteraient pas si bien sans lui. La question de leur complémentarité organique, structurelle, est posée. L'essentiel des objections qu'on peut opposer à la morale électoraliste est le fait que les anti-abstentionnistes fétichisent le vote : il faut voter, à tout prix, quoiqu'il advienne et indépendamment des idées. Leur attachement au vote est idéologique, c'est-à-dire aveuglant. Cela les empêche de voir la crise majeure de notre démocratie et, surtout, cela appauvrit considérablement leur imaginaire démocratique.

Eludée, la crise de la démocratie !

Il va de soi que le vote n'a, en lui-même, aucune signification. N'oublions pas que c'est par le vote que certains totalitarismes se sont imposés. L'important, c'est le système complexe dans lequel il s'inscrit.

Or, nul besoin d'être fin analyste pour constater que ce système est aujourd'hui délabré. Deux exemples suffisent. D'abord, le référendum de 2005, une démonstration de choix en la matière. Le contournement parlementaire du NON a montré à quel point le fait de glisser un bulletin dans une urne peut s'avérer dérisoire. Ce fait justifie à lui seul que l'on s'abstienne de toute participation à la "démocratie directe" ou "représentative". Un tel déni de souveraineté étant injustifiable, les inconditionnels du vote expliquent que la population n'est pas compétente pour statuer sur des textes aussi complexes que le projet constitutionnel, et qu'en votant NON, elle a montré que certains enjeux lui échappaient : le mieux est donc de ne plus la consulter ! D'ailleurs, à l'occasion de la ratification du traité de Lisbonne, M. Hollande avait avoué qu'il «*ne demanderait pas explicitement à Nicolas Sarkozy d'organiser un référendum sur la question*». Et M. Moscovoci, grand démocrate anti-abstentionniste, expliquait pour son parti pourquoi il vaut mieux «*plutôt qu'une abstention constructive, un OUI critique*» pour le nouveau texte qui constitue un «*important progrès*», et qui sanctionne des «*améliorations décisives*». La séquence 2005-2007 a le mérite de montrer en quelle estime les représentants élus, toujours prompts à encourager à aller voter, tiennent le référendum.

Le deuxième exemple est celui des retraites. Questionné au printemps 2008 sur la nécessité d'augmenter l'âge de départ, M. Sarkozy répondait : «*Je dis que je ne le ferai pas, pour différentes raisons, et la première c'est que je n'en ai pas parlé pendant ma campagne présidentielle. Ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français, je n'ai donc pas de mandat pour faire cela. Et ça compte, vous savez, pour moi.*» On connaît la suite. M. Sarkozy a une fois de plus (mais comment fait-il ?) montré un étonnant sens du dialogue social et du rassemblement sur une question aussi fondamentale, surtout pour quelqu'un qui n'était pas mandaté. «*Aucun problème*, rétorquent les fétichistes du vote, *la réforme est encore démocratique puisque Nicolas Sarkozy a été élu*». L'argument est imparable : il donne carte blanche à tout représentant élu, sans que rien ne lui soit opposable.

Bien évidemment, cette position est étrangère à toute la tradition de pensée démocratique comme à celle de certains auteurs libéraux, tels que Tocqueville ou Constant. Tous deux montrent les

dangers inhérents au passage de la liberté des Anciens à celle des Modernes : dés le 19ème siècle ils redoutaient la professionnalisation de la vie politique, le citoyen s'en remettant intégralement à ses représentants en ne décidant qu'au moment du vote. Cette délégation de souveraineté montre aujourd'hui toutes ses limites.

Or les pro-vote sont dans l'incapacité d'entendre les avertissements de Tocqueville. Ils n'entendront donc pas plus Marcel Gauchet qui évoquait, à l'automne 2010, une «*dérive oligarchique*» des élites et même un «*retour d'ancien régime*» quant à l'évolution politique de notre société. Comme la seule crise politique qu'ils redoutent est l'abstention, ils ne sont pas très regardants sur la remise en cause de la séparation des pouvoirs, sur l'absence de débat public digne de ce nom, sur la dépendance des médias vis-à-vis des grands intérêts financiers, ni sur les limites inhérentes à la représentation politique (cumul des mandats, reproduction de l'oligarchie régnante, dérives de la présidentialisation, probité douteuse du personnel politique, collusion entre la classe politique et les milieux d'affaires…). Les ques- • • •

Un site flambant neuf sur internet !!

La Grande Relève doit à **Yohann GRELIER** la création, il y a plusieurs années, d'un site sur le "web" qui permet, à tout internaute, de connaître notre journal et les propositions d'économie distributive qu'il défend.

Ce site vient de faire peau neuve grâce à **Pierre PETITGAS** qui s'est attelé à un vaste chantier, technique et éditorial, pour le moderniser et le compléter. Il a revu et amélioré ses rubriques et facilité la circulation entre elles, il a mis en place un système d'identité graphique pour le Web, des articles sous une forme plus ergonomique, une "*Foire Aux Questions*" sur l'économie distributive, et il va installer, progressivement, un glossaire pour faciliter la compréhension des sigles et un ensemble de mots clés thématiques pour aider la recherche des articles abordant tel ou tel sujet précis.

Yohann et Pierre ont eu soin de ne pas interrompre l'ancien site pendant la préparation du nouveau et son transfert chez un nouvel hébergeur professionnel, **Pierre Kuhn Services**, qui, lui aussi, nous soutient par ses conseils techniques bénévoles.

Ce chantier conséquent a déjà nécessité de très nombreuses heures de travail et va se poursuivre pendant plusieurs mois. Yohann continue la mise en ligne des nouveaux articles de *La Grande Relève*, pendant que Pierre poursuit régulièrement ses améliorations techniques. Le chantier est loin d'être achevé, mais Pierre s'est engagé à former les membres de l'équipe de rédaction à l'utilisation du gestionnaire de contenus, SPIP, pour enrichir constamment le site, et il aidera encore à son développement.

Nous leur en sommes déjà tous très reconnaissants.

*

Amis lecteurs, vous pouvez consulter ce nouveau site à la nouvelle adresse http: //www.economiedistributive.fr. Et vous pouvez faire bien plus, car vous avez la possibilité d'en améliorer la visibilité en diffusant cette adresse URL dans vos échanges sur le Web, par exemple en insérant ce lien dans la signature automatique de votre messagerie, en insérant régulièrement cette URL d'accueil, ou celle de certains articles, sur des réseaux sociaux (tels que Facebook, Twitter…) tout en invitant vos correspondants à y faire une visite (voir par exemple Pierre Petitgas sur Facebook).

Si nous sommes nombreux à suivre cette démarche, nous améliorerons rapidement le référencement du site sur les moteurs de recherche, jusqu'à parvenir à le placer en tête des résultats de recherche sur des mots clés tels que économie, démocratie, monnaie, revenu, etc…

tions techniques (découpage des circonscriptions, mode de scrutin…) les ennuient, comme d'ailleurs les équilibres constitutionnels. Remplir les urnes leur suffit pour entretenir une bonne conscience démocratique !

On voit bien là à quel point la sacralisation du vote est inconséquente. Et même contre-productive. Censés garantir l'adhésion citoyenne au régime démocratique, les suffrages valident aujourd'hui sa dégénérescence. Défendre l'idée qu'il n'y a pas de bonnes raisons pour ne pas voter revient donc à cautionner un système, quelles que soient ses dérives.

Et le vote blanc ou nul ? On assiste au retour en grâce du vote blanc[2], dont les promoteurs ne situent pas la difficulté au même niveau que moi. Certes, ils dénoncent la pensée unique, mais le problème se limite chez eux au renouvellement de l'offre politique. Alors pour eux le vote blanc est «*l'outil démocratique le plus adapté qui permet à l'électeur de signifier que l'offre politique ne lui convient pas*»[3]. Autrement dit, ils attendent de nouvelles idées. Selon moi, l'affaire est beaucoup plus grave parce que les conditions de la démocratie ont disparu. Ces conditions transcendent le clivage droite-gauche, elles sont un socle commun sur lequel s'érige le débat d'idées. Les bulletins blancs ou nuls ne résolvent qu'une (toute) petite partie d'un vaste dysfonctionnement.

Le vote électif appauvrit considérablement l'imaginaire démocratique. En plus d'ignorer la crise politique majeure que nous traversons, les tenants du vote ont systématiquement tendance à réduire la démocratie aux élections, ce qui est une imposture à la fois politique, intellectuelle et historique… qui ne rend service à personne. Le vote électif n'est qu'un élément possible d'une vie démocratique. Il n'est en rien suffisant, ou nécessaire.

Tout d'abord, la démocratie représentative n'a pas vocation à dominer éternellement la démocratie directe. On peut très bien imaginer un recours systématique à cette dernière, sur des territoires réduits (conseil de quartier, autogestion en petite et moyenne entreprise…). Et d'autres modalités de désignation d'un représentant sont possibles. On pense évidemment au tirage au sort, très facile à moquer, mais qui n'appartient pas moins que le vote à la tradition démocratique. Enfin, la fétichisation du vote empêche de s'investir dans d'autres champs que le champ électoral. Je crois que l'expression démocratique est pourtant plus vive dans une manifestation, autour d'un piquet de grève ou du blocage d'une raffinerie que dans un isoloir, tout seul, une fois de temps en temps.

Toutes ces pistes ne sont bien sûr possibles qu'à partir d'une nouvelle culture politique. Les citoyens doivent se réapproprier le bien commun, en mettant fin à une division du travail qui impose que les décisions soient prises par une infime minorité de professionnels installés, dont la longévité finit par battre tous les records. Les membres les plus en pointe de l'oligarchie sont inépuisables : Chirac a terminé son second mandat présidentiel *quarante ans après* son premier poste ministériel ! Or, la conquête de la démocratie peut débuter en brisant le consensus contre l'abstention.

Il faudrait même préciser que l'abstention ne vaut que si elle est compensée par l'investissement d'un nouveau champ politique. Seule, elle ne permet pas de bâtir une société plus juste. Elle n'est que le négatif d'un engagement vivant en faveur de causes

C'est un monopole d'expression politique légitime que notre pays a construit autour des élections. Dans ces conditions, les absents aux urnes ont toujours tort. Or, les élections et la représentation politique ne sont pas des formes démocratiques données une fois pour toutes. Elles doivent s'adapter aux situations, et celles-ci évoluent sans cesse. Quoi, d'ailleurs, de plus démocratique qu'une veille permanente et les ajustements qui s'ensuivent? Peut-on raisonnablement admettre qu'un seul homme prétende en représenter 65 millions d'autres ? La crise politique actuelle est avant tout une crise institutionnelle qui ne laisse indemne aucune forme (partis, constitution…). Réformer ne suffira pas. La réalité appelle *une vraie révolution politique*.

Cette révolution sera-t-elle portée par M. Mélenchon ? Conformément à une tradition politique bien connue, le candidat du Front de Gauche pratique la stratégie de *l'entrisme* dans la 5 ème République pour mieux fonder, affirme-t-il, une 6 ème République. Le suivre au premier tour, c'est faire un pari. De la même manière, bien que M. Hollande constitue peut-être une alternative souhaitable à la réélection de M. Sarkozy, il appartient vraisemblablement davantage au problème qu'à sa solution. Faut-il se fier, une fois de plus, aux stratégies d'évitement du pire, au risque de reconduire un système condamné pour un nouveau tour? À chacun de juger.

Quoi qu'il en soit, ni le vote, ni l'abstention ne doivent être automatiques. L'abstention est une option possible, et valable, celle d'une certaine responsabilité civique, d'une certaine rationalité politique qui mérite qu'on s'y attarde. Elle ne peut pas être systématiquement réduite à un manque. Une pensée consistante et conséquente peut au contraire donner au non-vote une portée décisive, et contribuer pleinement à la refondation démocratique de notre société. Reconnaître cette vertu à l'abstention est aujourd'hui fondamental. Cela permettra au moins que, si de voter il est finalement question, cela ne se fasse pas contre elle.

BENJAMIN.

2. voir les sites vote-blanc.org ou parti-du-vote-blanc.fr

3. *Le vote blanc n'est pas un vote nul*, article de Marie Naudet et Bruno Gaccio paru dans *le Monde* du 22/03/2012.

Jusqu'à maintenant, aucun parti politique ne s'engageait dans la voie des changements fondamentaux que nous préconisons, la GR s'abstenait donc de prendre position pour l'un d'eux.. Et tout en dénonçant l'illusion de démocratie qu'est la situation actuelle, comme l'a fait clairement BENJAMIN ci-dessus en montrant «les enjeux de l'abstention».
Mais il semble que l'argumentation du Front de Gauche réponde assez bien à cette critique. Et l'idée fait son chemin qu'il faut bousculer cette apparence de démocratie pour que de vrais changements puissent se faire. Alors, même si on ne peut jamais être sûr que les urnes donneront une suite à une ambition politique, GUY EVRARD parie sur J-L Mélenchon, parce qu'il a vu dans son programme sa détermination à agir sur le système pour placer enfin "l'humain d'abord !":

Le Front de Gauche : quelles perspectives ?

L'idée que des changements fondamentaux ne pourront décidément intervenir qu'en bousculant le mécanisme institutionnel dans lequel est aujourd'hui figée la démocratie représentative fait son chemin[1], signifiant que la reconquête du suffrage universel et une intervention citoyenne permanente sont les conditions pour reprendre le pouvoir à l'oligarchie financière qui écrase le monde. C'est le cœur du projet du Front de gauche.

Enfin une dynamique historique ?

«L'humain d'abord», ce pourrait n'être qu'un slogan électoral, mais nous voulons comprendre cette injonction comme une résolution de fond, celle qui est aux sources de la *GR* : les progrès techniques doivent réduire la peine des hommes et non prolonger leur aliénation. Une utopie qui animait déjà des hommes comme Elisée Reclus[2] qui, au 19ème siècle, avait eu le temps d'observer les conséquences de la révolution industrielle, sans cesser de s'émouvoir des équilibres subtiles de la nature, et Jacques Duboin, lorsqu'il écrivit *«La Grande Relève des hommes par la machine»*, puis fonda en 1935 *«La Grande Relève des hommes par la science»*, désespérant de voir ces progrès d'abord au service de la guerre, puis confisqués par le capitalisme. Et donc une utopie qui reste à conquérir, à bien des égards.

Quelles idées ?

Je ne crois pas que nous ayons lu souvent dans un programme électoral, à l'exception de quelques grands moments de notre histoire, lors de puissants mouvements populaires (la Révolution française, la Commune de Paris, le programme du Conseil national de la résistance...), une telle clarté d'analyse et d'intention, une telle hauteur de vue, reposant sur une immense confiance en l'homme. Non pas l'homme au centre du monde, mais l'homme collectivement responsable et solidaire, à qui on demande de s'engager dans l'action. Rappelons donc les bases de cette analyse et de cet engagement :

• *«Derrière la crise du système capitaliste qui se déroule sous nos yeux, il y a la possibilité d'un monde meilleur. Nous devons la saisir. [...] La catastrophe écologique, l'explosion des inégalités, de la précarité et de la pauvreté, les violations répétées de la démocratie, le refus de rapports humains fondés sur la solidarité et la coopération, tout ceci a une cause dont l'action humaine peut venir à bout. Tous ces maux trouvent leur commune origine dans la caractéristique essentielle de notre époque : la domination sans partage du capital financier sur le monde. Or, cette domination en apparence inébranlable est en réalité d'une grande fragilité. car elle dépend tout entière de choix politiques que les peuples peuvent inverser».*

• *«Pour résoudre la crise, il faut reprendre le pouvoir. Pour en finir avec l'insécurité sociale générée par le règne du profit, pour que le respect de l'écosystème menacé par le réchauffement climatique et la destruction de la biodiversité prime sur les exigences du court terme, pour que les lois adoptées visent à satisfaire l'intérêt général plutôt que l'avidité insatiable de quelques-uns, il faut que soient élus des dirigeants qui ne dépendent d'aucune manière de l'oligarchie financière et que le peuple, à la faveur d'une sixième république, exerce le pouvoir pour de bon. Il faut une révolution citoyenne».*

• Le programme, que nous ne pouvons détailler ici, *«n'est pas un recueil de solutions toutes faites. Nous sommes dans un de ces moments de l'histoire où seule l'intervention directe du plus grand nombre peut réinventer l'avenir»*. Nous sommes donc invités à creuser et à enrichir l'ouvrage, comme le fait une lectrice[3] et aussi notre journal qui, au-delà de susciter une réflexion collective, ce qui est sa raison d'être, a proposé une contribution particulière[4]. Le pro- • • •

gramme du Front de gauche est ainsi un outil qui vise à rendre majoritaires deux convictions qui peuvent tout changer.

Premièrement, il faut rompre avec les politiques de ces dernières décennies : *«La croyance dans la construction actuelle, libérale, de l'Union européenne, la volonté de réduire le "coût du travail", le démantèlement des services publics, le refus d'affronter les banques et les marchés financiers».* Des dogmes qui continuent d'être répétés par les partis et les médias dominants et sont appliqués aveuglément par les gouvernements autour de nous ainsi que par les institutions internationales.

Deuxièmement, le point d'appui à partir duquel reconstruire, c'est *«l'humain»*. On nous a tellement dit que les lois de l'économie, quasi naturelles, sont plus fortes que l'homme, qu'on ne songeait même plus que c'est l'homme lui-même qui les met en place ! Et nous savons aussi que *«la richesse d'un pays réside dans le travail humain, dans la capacité de ses femmes et de ses hommes à s'associer librement, à créer, à inventer, à produire. [...] En refusant la domination du capital financier sur le travail, en luttant contre la précarité, en garantissant à chaque personne le droit de se soigner, de s'éduquer, de se loger et de travailler, nous protégeons et accroissons les forces créatrices qui refonderont notre pays et aideront demain à changer le monde».*

C'est une solide ambition. Mais demain, c'est quand ? — Cela dépend de nous. *«Face à la domination des marchés financiers qui soumet nos sociétés aux intérêts d'une petite oligarchie, nous avons besoin de la souveraineté du peuple, seule à même de viser l'intérêt général. Pour abolir les privilèges de notre temps, il nous faudra assumer puis remporter la confrontation avec la finance. La condition première de notre succès sera la mobilisation des femmes et des hommes, la construction de nouveaux rapports de force favorables aux travailleurs et aux citoyens. [...] Le Front de Gauche est justement né de l'exigence de réinventer la gauche en s'appuyant sur l'implication populaire».* Demain commence donc maintenant : en prenant part au mouvement.

Une dynamique historique ?

En revenant sur la démarche de rassemblement des forces politiques qui constituent aujourd'hui le Front de gauche, puis en écoutant les analyses qui sont développées par le candidat Jean-Luc Mélenchon et ses partenaires, de meeting en meeting, au cours de débats ou lors d'interviews[5], où ils ne laissent guère de place au jeu politicien suscité traditionnellement par les médias, on prend réellement conscience de la consistance d'un projet qui ne vise pas la seule élection présidentielle, mais bien la volonté de faire renaître enfin dans ce pays l'idée qu'une autre organisation économique et sociale est possible, si on en a la volonté politique. Et l'espoir de la faire partager à d'autres peuples.

Il s'agit donc d'un projet de fond renouant d'abord avec le socle historique des valeurs "de gauche", qui s'était dilué au fil des décennies dans les renoncements de la social-démocratie. Des valeurs auxquelles adhère la *GR* et qui laissent mieux augurer de la possibilité d'agir pour la mise en place d'un revenu par distribution, notre objectif particulier. Un projet prenant la juste mesure de la convergence, elle aussi historique, de la crise économique et sociale et de la crise écologique provoquées par le capitalisme financiarisé qui mène une lutte de classe féroce en même temps qu'il ne s'interdit aucun excès dans sa prédation des richesses de la planète. La *GR* a longuement analysé ces aspects. L'ennemi est ainsi clairement désigné et les moyens légitimes de le combattre également, par la reconquête du suffrage universel, l'exigence de médias indépendants tant du pouvoir financier que du pouvoir politique, et l'intervention citoyenne permanente dans tous les aspects de la vie économique et sociale, ainsi que dans les grands choix de société qui dessineront notre avenir. Cette renaissance de la démocratie serait institutionnalisée dans le cadre d'une VIe République.

Les promesses seront-elles tenues, dans l'hypothèse de l'indispensable alliance avec la social-démocratie au second tour, puis lors des élections législatives ? N'est-ce pas prendre le risque de voir la droite reconduite au pouvoir en ne sacrifiant pas au vote utile dès le premier tour ? Continuer de poser dans les mêmes termes ces questions, fort légitimes, signifierait que l'on renonce à entrer dans une dynamique de changement à laquelle nous travaillons pourtant depuis longtemps. Si la droite conserve le pouvoir, la déconstruction méthodique des garanties sociales et des services publics va se poursuivre, la politique d'austérité et les inégalités s'aggraver, comme partout en Europe, et la prédation de la planète s'amplifier, toujours pour le plus grand profit de l'oligarchie financière, jusqu'à la catastrophe finale. Si la social-démocratie est plébiscitée, une certaine inflexion de cette politique sera peut-être provisoirement acquise, mais les orientations fondamentales n'étant pas modifiées, les espoirs d'une société plus juste sur une planète revivifiée seront définitivement anéantis.

La *GR* exprime clairement l'exigence d'une démocratie élargie, celle qui est déjà inscrite dans le projet de VIe République, mais à laquelle il faut, certes, continuer de réfléchir. Nous sommes pour la *"révolution citoyenne"* qui devra assurer le

contrôle de l'action des élus et peser sur la stratégie déployée par un gouvernement de gauche pour aller vers les changements fondamentaux indispensables. Si la dynamique se poursuit, beaucoup de nos concitoyens prendront confiance, la rejoindront et l'enrichiront. Les peuples d'Europe nous observent. Le 18 mars, à la Bastille, on entendit ces mots du poète républicain espagnol Antonio Machado que nous avions déjà cités dans la *GR* : «*Voyageur, le chemin ce sont les traces de tes pas. Voyageur, il n'y a pas de chemin. Le chemin se fait en marchant. Et quand tu regardes derrière toi, tu vois le sentier que jamais tu ne dois à nouveau fouler. Voyageur, il n'y a pas de chemin, seulement un sillage sur la mer*»[6].

Guy EVRARD

Références :

1. Guy Evrard, *La démocratie représentative est à reconquérir, mais pas seulement !*, *GR* 1129, mars 2012, p.8.
2. Elisée Reclus (1830-1905), géographe, théoricien de l'anarchisme, acteur de la Commune de Paris, qui écrivit *L'homme est la nature prenant conscience d'elle-même.*
3. Lire la lettre de P.S. au courrier des lecteurs du présent numéro.
4. Guy Evrard, *Des sciences citoyennes pour un projet politique*, *GR* 1122, juillet 2011, p. 13.
5. Par exemple : http://www.placeau-peuple2012.fr/jean-luc-melenchon-invite-de-mediapart/
6. Antonio Machado (1875-1939), extrait traduit de *Proverbios y cantares.*

L'entretien du président-candidat Sarkozy avec un journaliste de France Inter, diffusé début mars, a inspiré à BERNARD BLAVETTE ce "billet d'humeur" :

Sans vergogne

Ce beau matin, l'animateur de France-Inter, est en émoi, le patron daigne lui rendre visite. Déjà, la veille, il avait annulé une soirée dans une boîte branchée, absorbé une bonne dose de tranquillisant, pour arriver en pleine forme au studio. Il savait déjà qu'il allait devoir mettre en pratique cette "flexibilité" qui est aujourd'hui la valeur cardinale prônée par les élites qui nous conseillent et nous gouvernent. Encore heureux que son âge lui épargne l'arthrose, il allait pouvoir sans trop de difficulté courber l'échine…

Alors que nous autres, auditeurs, étions sur le point de passer sur France Musique afin de siroter notre thé matinal sans aigreurs d'estomac, quelque chose dans la manière dont le journaliste remercia "not'bon maître" d'avoir accepté son invitation nous incita à conserver une oreille sur la radio qui se dit "différente" comme *Le Monde* s'enorgueillit d'être "la référence". Et nous ne fûmes pas déçus. Sarko était offensif, il démarra sur les chapeaux de roue en évoquant à deux reprises «*un quinquennat de 5 ans*». Cette tautologie étaite-elle la conséquence de l'inculture d'un personnage qui, d'après des rumeurs convergentes, fut toujours un étudiant médiocre ? Ou, plus subtilement, était-elle le fruit d'un rêve récurant, qui doit hanter nombre de chefs d'États et de dictateurs de tous poils, d'un *"quinquennat de 10 ans"*, un peu comme dans notre enfance nous imaginions à chaque rentrée des classes "la semaine des 4 jeudis" ?

Cependant, la veille, le concurrent abhorré avait proféré quelques injures à caractère nettement pornographique qui avaient beaucoup choqué les chastes oreilles des NAP (Neuilly, Auteuil, Passy). Il proposait, chose vraiment répugnante, de taxer à 75% la fraction des revenus *dépassant* 1 million d'euros annuel. On ne pouvait laisser passer une idée aussi révoltante. Sur un ton de bateleur de foire, le Petit Nicolas laissa entendre que l'horrible François allait ponctionner 75% des revenus des riches, ce qui les ferait fuir à l'étranger. Pour le journaliste, ce fut l'angoisse absolue. Un reste de dignité, allié à la panique de perdre toute crédibilité journalistique, le poussa à remarquer, en chevrotant : «*Mais il s'agit d'un taux marginal….*». S'il n'avait pas déjà été terrorisé par son audace, il aurait pu aussi demander au maître s'il trouvait cette évasion moralement soutenable alors qu'il est demandé à chacun de contribuer «*au redressement de la nation*». Et même si, placé dans ce cas, il aurait lui-même déserté, tel jadis Louis XVI fuyant honteusement son palais ? Mais l'animateur matutinal était épuisé, il faisait si chaud dans ces studios. Il se contenta de s'éponger le front en déplaçant un peu ce casque qui lui bridait les oreilles.

Négligeant la remarque, l'autre avait déjà • • •

enfourché son cheval de bataille favori pour guerroyer contre ses ennemis de toujours qui l'avaient humilié dans sa jeunesse : les enseignants, ces fainéants qui ne travaillent que 18 heures par semaine, qui sont toujours en vacances, et qu,i en plus, se permettent de se mettre en grève et de défiler dans les rues !

Notre présentateur était au supplice, il lui venait, d'on ne sait où, des idées bizarres. Comme celle de faire remarquer que les joueurs de foot, ces idoles aux salaires faramineux, ne passent à chaque match que 90 minutes sur le terrain, et sont grassement payés simplement pour jouer, pour jouer à la ba-balle comme n'importe quels toutous, alors que les profs, quand même, c'est plus sérieux… Soudain, il eut envie de rappeler que si les lois sur l'immigration avaient toujours été aussi impitoyables, le Petit Nicolas n'aurait jamais eu l'opportunité de se vautrer sous les "ors de la République"…. Il était sur le point de s'éclater, de tout déballer. Mais alors, dans un éclair, la vision de Denissa, le mannequin moscovite au corps de rêve avec laquelle il devait passer une semaine aux Seychelles le mois prochain, s'imposa à lui. Si ce soir il lui annonçait «*Je suis viré !*», elle ne comprendrait pas. Surtout qu'avec tous ces mafieux, pleins aux as, qui tournent déjà autour d'elle comme de grosses mouches noires sur un pot de miel, il avait déjà du mal à faire le poids… Le moment de folie passa. Et il se promit de ne plus remettre les pieds chez cet idiot de psy qui lui avait prescrit ce tranquillisant qui, en fait, le déstabilisait. Un confrère lui avait parlé d'une nouvelle drogue baptisée "Soma"[1], déjà remboursée par la Sécu, qui permettait d'écarter les pensée non conformes, tout en présentant des effets sexuels intéressants…

Nous, auditeurs ordinaires, ne connaissions pas les affres de ce journaliste, mais nous étions une fois de plus soumis à ces tombereaux d'immondices que les politiques et les médias déversent sans pudeur, sans honte, sans vergogne, jour après jour, sur nos esprits. Pas étonnant que de plus en plus souvent, à travers le monde, des personnalités ainsi affaiblies plongent dans le chaos et se mettent à tirer sur tout ce qui bouge. Bien sûr cela provoque des drames épouvantables, mais pour les maîtres, il est bon que les dominés retournent leur colère contre eux-mêmes : cela les détourne de s'attaquer à leurs vrais bourreaux, cela permet d'édicter des lois de plus en plus contraignantes, tout en autorisant, à chaque fois, un hommage appuyé au dévouement d'une police aujourd'hui omniprésente dans nos vies.

En fait, cette pantomime matinale ne faisait que démontrer, une fois de plus, que, tout comme les publicitaires, Nicolas Sarkozy, triste avatar de l'oligarchie dominante, estime que la majorité des peuples est composée de parfaits imbéciles.

Il est vrai que, comme Berlusconi, comme Poutine et comme tant d'autres, il a été élu par la "majorité" du peuple…

Bernard BLAVETTE

1 Le Soma est la drogue imaginée par Aldous Huxley dans son roman *Le meilleur des Mondes*. Elle permet d'apaiser les angoisses, d'éliminer les pensées interdites ainsi que toutes velléités de révolte, en les détournant vers des jeux sexuels privés de sens.

Pour les élections présidentielles, le mode de scrutin utilisé en France est le scrutin majoritaire à deux tours. Or il en existe d'autres, et divers pays ont fait des choix différents. Opter pour un mode plutôt qu'un autre n'est pas sans conséquences sur le résultat des élections, comme le montrent plusieurs expérimentations menées les dernières années et que présente ici CAROLINE ECKERT :

Un autre mode de scrutin ??

Le vainqueur de Condorcet

Lors d'élections dans lesquelles il ne faut élire qu'une seule personne, le "vainqueur de Condorcet" est défini comme étant «*le candidat tel qu'aucun autre candidat ne lui est majoritairement préféré*»[1], c'est-à-dire celui qui gagnerait dans tous les cas possibles de duel entre lui-même et chacun des autres candidats. La légitimité d'un élu vient de ce que le résultat de l'élection traduit aussi fidèlement que possible les aspirations des électeurs, même s'il n'existe pas toujours de "vainqueur de Condorcet" (par exemple, avec 3 candidats A, B et C, il peut arriver que A batte B et que B batte C, mais que C batte A).

Cette condition est justement le point d'achoppement du scrutin majoritaire à deux tours (SM) puisque le tour décisif, le second, dépend des résultats du premier. La plupart des électeurs ne peuvent tout simplement plus voter pour leur candidat favori, celui-ci ayant été éliminé.

Au fil du temps, de plus en plus d'électeurs ont fini par renoncer à voter, ou à exprimer leur vraie conviction en adoptant une soi-disant stratégie de vote. C'est ainsi que sont apparues des expressions telles que «*vote protestataire*» ou «*vote utile*».

Le vote protestataire favorise les partis extrémistes, comme en témoigne la progression de l'extrême droite française depuis plus de 20 ans.

Le choix du vote utile peut résulter de différentes motivations. Il peut s'agir de contrecarrer le vote protestataire pour éviter qu'un candidat non sou-

haité ne se retrouve au second tour. Le but peut également être de soutenir un candidat qui ne correspond pas vraiment à ses attentes, mais susceptible de l'emporter au second tour face à un autre candidat que l'on veut encore moins voir élu. Le point commun à ces stratégies est de conduire inévitablement à la bipolarisation de la vie politique. Pire encore que ces stratégies de vote, il peut arriver que certains électeurs aient intérêt à ne pas voter du tout[2].
On le voit, il y a bien peu de chances pour que le vainqueur d'un SM soit un "vainqueur de Condorcet".

Différents modes de scrutin

Plusieurs groupes de chercheurs ont expérimenté différents modes de scrutin lors des élections présidentielles de 2007. •1. Le vote préférentiel transférable (VPT), •2. le vote par note (VN) et •3. le vote par approbation (VA) sont des modes de scrutin à un seul tour dans lesquels les électeurs peuvent se prononcer sur tous les candidats en lice.
Dans le VPT, les électeurs sont invités à classer autant de candidats qu'ils le souhaitent par ordre de préférence (1 pour celui qu'ils veulent soutenir le plus fortement, 2 pour le suivant, etc.). Le dépouillement a lieu en plusieurs itérations successives. À chacune, le candidat le moins bien placé est éliminé et les votes en sa faveur sont reportés sur les candidats classés juste après. Par exemple, si le candidat A est éliminé lors de la première itération, la voix de tous ceux qui l'avaient classé en 1 est transférée sur le candidat que ces électeurs avaient classé en 2. Ne pas classer tous les candidats revient donc à hâter leur élimination, puisqu'à aucun moment la voix ne peut être transférée sur eux.
Le processus d'éliminations successives continue jusqu'à ce que l'un des candidats restants obtienne la majorité. Celui-ci est alors déclaré vainqueur.
Il y a deux variantes du VPT, qui correspondent à deux façons d'éliminer un candidat à chaque étape du dépouillement :
Dans la première, la méthode dite de Hare, (VPT-H), le candidat ayant obtenu le plus mauvais résultat est celui qui, lors de l'itération numéro N, a le moins souvent été classé en position N (par exemple, en position 1 lors de la première itération).
Dans la seconde, la méthode dite de Coombs (VPT-C), le candidat ayant obtenu le plus mauvais résultat est celui qui n'a pas été classé (uniquement lors de la première itération) ou classé en dernière position par le plus grand nombre d'électeurs.
Dans le VN, les électeurs donnent une note (0, 1 ou 2) à autant de candidats qu'ils le souhaitent, avec la possibilité de donner la même note à plusieurs candidats. Lors du dépouillement, les notes obtenues par chaque candidat sont additionnées, et le candidat qui réalise le meilleur score remporte l'élection.
Dans le VA, chaque électeur retient tous les candidats qu'il accepte de voir élus et, ce faisant, il élimine les autres. Le vainqueur est celui qui a été retenu par le plus grand nombre d'électeurs.

... et leurs résultats aux expérimentations de 2007

Ces différents modes de scrutin ont déjà été expérimentés, notamment à l'occasion du premier tour de l'élection présidentielle de 2007 : le VPT dans 2 bureaux de vote d'une commune du Nord, le VN et le VA dans 6 bureaux de vote dans 3 communes différentes.
Les électeurs rattachés à ces bureaux avaient au préalable reçu un courrier d'information et d'explication, le processus leur a de nouveau été expliqué sur place, et ils ont participé au vote réel avant de se prêter à l'expérience.
Sur l'ensemble des bureaux, le classement par ordre de préférence décroissante des candidats en lice était le suivant :
• pour le VPT-H : N. Sarkozy, S. Royal, F. Bayrou, O. Besancenot, J.M. Le Pen, M.G. Buffet, A. Laguiller, D. Voynet, P. de Villiers, J. Bové, F. Nihous et G. Schivardi.
• pour le VPT-C :- F. Bayrou, N. Sarkozy, S. Royal, O. Besancenot, D. Voynet, M.G. Buffet, A. Laguiller, J. Bové, P. de Villiers, F. Nihous, G. Schivardi et J.M. Le Pen.
• pour le VN :- F. Bayrou, N. Sarkozy, S. Royal, O. Besancenot, D. Voynet, A. Laguiller, J. Bové, M.G. Buffet, P. de Villiers, J.M. Le Pen, F. Nihous et G. Schivardi.
• pour le VA : - F. Bayrou, N. Sarkozy, S. Royal, O. Besancenot, D. Voynet, J.M. Le Pen, J. Bové, A. Laguiller, P. de Villiers, M.G. Buffet, F. Nihous et G. Schivardi.
Le classement après le premier tour de l'élection nationale étant : - N. Sarkozy, S. Royal, F. Bayrou, J.M. Le Pen, O. Besancenot, P. de Villiers, M.G. Buffet, D. Voynet, A. Laguiller, J. Bové, F. Nihous et G. Schivardi,
On voit que le résultat le plus proche du résultat officiel est celui du VPT-H, ce qui est attribué[1] à la grande ressemblance entre ces deux modes de scrutin.
En revanche, avec le VPT-C, avec le VN et avec le VA, le vainqueur n'est pas le même que celui de l'élection officielle.

Quelles leçons en tirer ?

La première question que l'on peut se poser concerne la possibilité de mettre en pratique • • •

un autre mode de scrutin. Il faut en effet qu'il soit suffisamment simple pour être compréhensible par tous, faute de quoi certains électeurs seraient amenés à renoncer à exercer leur droit de vote. De ce point de vue, l'analyse des bulletins dépouillés montre que la proportion d'électeurs qui se sont trompés (qui ont par exemple mis des croix au lieu de chiffres) est très faible. Étant donné que les électeurs peuvent soutenir tous les candidats ayant des propositions satisfaisantes à leurs yeux, il paraît même plus facile de classer tous les candidats, ou d'en retenir plusieurs, que d'en désigner un seul. D'ailleurs, il est reconnu que ces modes de scrutin peuvent être compris par le plus grand nombre puisque le VPT-H est en vigueur dans de nombreux endroits, aussi bien pour des consultations nationales (Chambre des représentants en Australie depuis 1918, Présidentielles en Irlande depuis 1937 ainsi que dans d'autres pays), que locales (ville de San Francisco par exemple) et même dans des associations professionnelles.

Dans le scrutin majoritaire à deux tours, le seul choix proposé aux électeurs prend la forme *«je retiens tel candidat et j'élimine tous les autres»*. Les autres modes de scrutin offrent au contraire la possibilité de s'exprimer sur chaque candidat, ils fournissent donc plus d'informations sur les attentes des électeurs. Ce qui a plusieurs effets : l'analyse des résultats peut être affinée, facilitant ainsi leur interprétation, qui devient plus fiable ; voyant leur avis mieux pris en compte, les électeurs sont moins tentés de s'abstenir ou d'adopter une stratégie de vote telle que le vote protestataire ou le vote utile ; ils ne sont pas non plus influencés par le vote des autres électeurs, ils votent donc plus sincèrement. Tout ceci contribue finalement à renforcer la légitimité du vainqueur.

Mais ce vainqueur, est-il le "vainqueur de Condorcet", celui qui gagnerait dans tous les cas de duel possibles ? Le VN et le VA ne permettent pas de le savoir car les possibilités d'expression sont trop grossières (0, 1 ou 2 pour le VN, 0 ou 1 pour le VA). Au contraire, comme le classement est très détaillé dans le VPT, il est possible de reconstituer les résultats de tous les duels possibles entre les différents candidats. Cette analyse a montré[3] que le VPT conduit effectivement au "vainqueur de Condorcet", s'il existe, à condition que le dépouillement soit effectué selon la méthode de Coombs.

Dans un contexte où les inconvénients du scrutin majoritaire à deux tours faussent de plus en plus les résultats et amoindrissent ainsi la légitimité du vainqueur, l'existence d'alternatives crédibles mérite l'attention. Assez simples pour être pratiquées à grande échelle, pouvant même, au moins dans certains cas, conduire à l'élection du "vainqueur de Condorcet", elles ont surtout l'avantage de permettre aux électeurs de mieux exprimer leurs préférences.

La conséquence la plus marquante, visible dans toutes les expérimentations menées, est la relégation du candidat d'extrême droite plus bas dans le classement. Une expérimentation similaire faite en 2002[3] plaçait J.M. Le Pen en quatrième position au lieu de la deuxième qui lui a permis d'accéder au second tour.

Affaire à suivre, car de nouvelles expérimentations seront réalisées lors des prochaines élections présidentielles ...

Caroline ECKERT

Références :

1. Voir *Quel mode de scrutin pour quel "vainqueur"* ? une expérience sur le vote préférentiel transférable, par E. Farvaque, H. Jayet, L. Ragot, *Revue d'Économie Politique*, 119, 2009, pp. 221-246, et sur internet : econpapers.repec.org/article/cairepdal/redp_5f192_5f0221.htm.
2. Expérimentation du vote par note et du vote par approbation (rapport final), A. Baujard, H. Igersheim, *Centre d'analyse stratégique*, 2007, et sur internet : www.strategie.gouv.fr/content/experimentation-vote-par-note-et-vote-par-approbation-rapport-final
3. Dossier de presse, A. Baujard, H. Igersheim, *Centre d'analyse stratégique*, 2007, et sur internet www.unicaen.fr/crem/vote.

SOUSCRIPTION PERMANENTE ***POUR QUE VIVE LA GRANDE***

Mme Lamouroux 7 – F. Laumelais 13 – A. Lavie 27 – F. Patino 27 – P. Perruque 14 – Mme Y. Reynier 27 – G. Rodier 14 – J. Chauvin 17 – H. Delessert 27 – A. Villegier 57 – G. Beaux 27 – G. Bataille 14 – D. Durand 14 - Mme Krzywkowski 14 – G. Leray 43 – C. Barre 7 – Mme Riquet 4 – M. Bigleux 14 – J. Iciar 27 – E. Hubert 27 – Mme Meegens 14. Total 435 euros ***Merci à tous !***

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal, en modérant son prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

Rappel :Nous prenons soin d'indiquer la date d'échéance d'un abonnement sur l'étiquette d'envoi du journal, sous l'adresse de l'abonné. Merci d'en tenir compte pour nous épargner une lettre de rappel, car nous poursuivons toujours les envois, quelque temps au-delà de l'échéance, pour que leur journal ne manque pas aux abonnés … insouciants !

C'est toujours avec grand intérêt que je lis la GR, mais je trouve que vous êtes résignés, et même défaitistes, alors que vous proposez un projet de société enthousiasmant !
Pour le défaitisme, je prendrai comme exemple la réponse faite à R.V., d'Écueillé, qui demandait un numéro spécial reprenant les thèses de l'économie distributive : «Combien de lecteurs sont-ils prêts à diffuser autour d'eux un [tel] numéro spécial…?». C'est douter de l'engagement et de la conviction des lecteurs.
Pour ma part, je suis prête à le faire, comme je me suis engagée dans le Front de Gauche qui (si ce n'est pas la panacée universelle) a le mérite de dénoncer le capitalisme financier et industriel. Pourquoi n'en parlez-vous pas dans vos articles ? Vous présentez le livre de Jacques Généreux "Nous on peut", vous le qualifiez d'économiste courageux, mais vous ne précisez pas qu'il est membre du Parti de Gauche et le conseiller de Jean-Luc Mélenchon !
Il serait intéressant que vous analysiez les propositions économiques de Jacques Généreux et que vous participiez aux actions que propose le Front de Gauche, si vous ne voulez pas que la droite (dont Villepin) s'approprie les concept de "revenu social".
Dans les propositions du Front de Gauche, on est encore loin de l'économie distributive, mais je pense qu'en s'adressant à Jean-Luc Mélenchon dans les mois à venir, il y aurait matière à débattre.
Je joins à ce courrier quelques tracts distribués par le Front de Gauche et que je suis fière de distribuer sur le marché, le dimanche ! C'est la première fois qu'un candidat de gauche fait des propositions qui sortent du système (même s'il ne propose pas de supprimer les impôts!)..Certains membres du NPA l'ont rejoint car ils veulent un vrai changement (pas celui de Hollande qui ne sort pas de la sociale-démocratie).
J'ai relu l'article du mois de janvier concernant "les indignés". ces manifestations ouvrent, en effet, «un espace de possibles». Ils s'indignent, MAIS peu s'engagent. Ils devraient lire l'autre ouvrage de Stéphane Hessel "Engagez-vous" ainsi que celui qu'il a écrit avec Edgar Morin "Le chemin de l'espérance".
S'engager, c'est OSER s'impliquer dans une démarche politique et faire abstraction des querelles intestines ou des divergences qui freinent l'action.
"Unté d'action" autour du projet "L'humain d'abord" pourrait être une avancée vers "l'autre monde" dont nous rêvons.

P.S, Romainville.

PS Le Front de Gauche organise des "assemblées citoyennes" et notre collectif, sur Romainville, en a déjà organisé beaucoup : sur la dette, sur les transports, sur l'éducation, sur l'écologie, sur la jeunesse. On réfléchit et on agit !

RDLR :Notre réponse à R.V. n'était pas du défaitisme, mais du réalisme : il nous est resté beaucoup de numéros spéciaux sur l'ED, ils sont en réserve. Vous voyez que nous prenons position. L'espoir renaît en voyant aussi que beaucoup de ceux qui avaient souri quand on leur a parlé jadis d'ED, reviennent maintenant, intéressés, se posant des questions ! C'est bon signe.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France (régime intérieur pour la Poste. . . . . .23 euros.
soutien : + 14euros par an par exemplaire en plus chaque mois)
DOM . . . . . .25,45 euros.
TOM . . . . . .29 euros.
Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2005 :
Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux) . . . . . .27,80 euros.
Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse) . . . .27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis) . . . . . .28 euros.
Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P-, M-Orient) 27,50 euros.
Zone 5 (Amérique du Sud) . . . . . .29,90 euros.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
88 Bd Carnot 78110 Le Vésinet France
par chèque bancaire,
ou par CCP : N° de compte 1340239M020
références internationales depuis octobre 2007:
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM .....
IMMEUBLE .....
N° ET VOIE .....
CODE POSTAL ET COMMUNE ☐☐☐☐☐ .....

Je commande les ouvrages suivants : .....
....
....
J'envoie pour cela la somme de ..... euros
par chèque .....
date signature

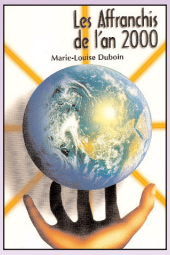
CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.
Pour cela, la monnaie actuelle doit être remplacée par une monnaie qui ne circule pas, pour qu'on ne puisse pas la "placer" pour "rapporter".
Cette monnaie "distributive" est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise (comme un timbre ou un ticket de transport), tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.
Monnaie et production, créées et utilisées au même rythme, sont ainsi deux flux permanents qu'il s'agit d'équilibrer.
À l'échelle appropriée, le débat politique porte alors sur ce qui sera produit et dans quelles conditions, donc sur l'importance relative des trois parts à faire dans la masse monétaire :
• pour financer la production,
• pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus),
• pour garantir à tous les citoyens un revenu suffisant.
Les décisions ainsi prises n'ayant pas de retombées financières personnelles, l'intérêt général prime sur l'intérêt particulier et la démocratie devient possible en économie.

SUGGESTIONS DE LECTURES

• **JACQUES DUBOIN**
Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

• **ET SI ON CHANGEAIT ?**
Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).



• **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**
Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (~~16,70~~ 13 euros).

• **MAIS OÙ VA L'ARGENT ?**
l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer.
(édition du Sextant, 240 pages, ~~14,90~~ 13 euros).

• D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
• *Des textes, épuisés sur papier, sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple:*
• **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**
le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN
Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN
Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.
Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER.
Imprimé à Toulouse par Imprimerie 34

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet
Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04
Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr
Site internet : http://economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)